

Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING



Il n'y a pas de preuves attestant que les migrants expulsés des États-Unis et accueillis temporairement en RDC sont déployés dans l'Est pour combattre les rebelles de l'AFC-M23

Le 11 juin 2026, un internaute a affirmé sur le réseau social X que des migrants latino-américains expulsés des États-Unis avaient été envoyés en République démocratique du Congo pour combattre sur les lignes de front dans l'Est du pays. Cependant, après vérification, aucune preuve ne permet d'étayer cette affirmation.

En deux lignes: aucune preuve ne permet de confirmer l'affirmation selon laquelle les migrants expulsés des États-Unis auraient été envoyés en RDC pour combattre dans l'Est du pays.

[L'affirmation que nous vérifions intervient après l'annonce](#), par le ministre de la [Communication et des Médias](#), du [départ de 14 des 15 migrants](#) expulsés des États-Unis vers la RDC. La décision des autorités congolaises d'accueillir ces migrants a suscité de vives [critiques de la part de l'opposition](#) ainsi que de plusieurs [organisations de défense des droits humains actifs en RDC](#). Par ailleurs, Washington a conclu plusieurs accords avec l'État congolais

CITATION

“ [...]Tshisekedi les avait négocié pour leur faire participer aux opérations militaires d'envergure contre l'afc-m23. Des sources à l'udps nous indiquent que ces sud-américains qui commençaient à souffrir de malnutrition à kinshasa, ont été déployés à Kalemie sous bonne escorte dans l'intention criminelle de les faire participer aux offensives militaires pour le compte du régime dégoûtant de félix tshisekedi.”

Le caractère polémique et injurieux de cette publication a suscité des interrogations quant à la véracité de son contenu. Nous avons donc entrepris des recherches afin de vérifier les allégations relatives à l'arrivée de ces migrants en RDC.

Nos recherches nous ont conduits à un communiqué publié le 15 avril sur le site du [ministère congolais de la Communication et des Médias](#). Dans ce document, le gouvernement congolais précise que l'accueil de ces migrants n'avait pas vocation à se transformer en un mécanisme d'installation durable sur le territoire national. Les autorités y soulignent également qu'aucune charge financière liée à leur séjour ne serait supportée par le Trésor public congolais.

Nous avons ensuite consulté les plateformes officielles [du Département d'État américain](#) ainsi que celles de [l'ambassade des États-Unis](#) en RDC. Aucune information n'y fait état d'un transfert de migrants vers la RDC dans le but de participer à des opérations militaires ou à des combats dans l'Est du pays.

Par ailleurs, des recherches effectuées sur les comptes officiels du ministre de la Communication et des Médias et porte-parole du gouvernement, [Patrick Muyaya](#), nous ont permis de retrouver une [vidéo](#) dans laquelle il affirme que ces migrants ont quitté le pays après un séjour temporaire, conformément aux engagements pris par les parties concernées. Malgré nos recherches, nous n'avons pas été en mesure de consulter l'accord original qui aurait encadré l'accueil de ces migrants entre les autorités congolaises et américaines.

En conclusion, notre vérification n'a trouvé aucun élément de preuve permettant d'affirmer que les migrants expulsés des États-Unis vers la RDC ont été déployés dans l'Est du pays pour participer aux combats contre les rebelles de l'AFC- M23, ni qu'ils étaient destinés à être envoyés sur le front.

SEMAINE DU VENDREDI 26 JUIN 2026



Rien ne prouve que les troupes rwandaises ont commencé à se retirer des zones occupées en RDC

Le 7 juin 2026, la page Facebook Xtrafrica a publié une image montrant plusieurs personnes en uniforme militaire alignées. La publication affirme qu'il s'agit de soldats rwandais ayant entamé leur retrait des zones contrôlées par les rebelles de l'AFC-M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo. Selon son auteur, ce retrait ferait suite à une demande formulée par le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, appelant le Rwanda à retirer ses troupes d'ici la mi-juillet 2026. Cependant, après vérification, aucun élément de preuve ne permet de confirmer cette affirmation.

En deux lignes : Contrairement aux affirmations relayées sur les réseaux sociaux, aucun élément de preuve ne permet d'établir que l'armée rwandaise a commencé à se retirer des zones qu'elle occupe en RDC.

Dans l'Est de la République démocratique du Congo, les rebelles de l'AFC/M23, soutenus par le Rwanda, poursuivent leurs offensives. Le 3 juin 2026, le secrétaire d'État américain, [Marco Rubio, a déclaré que les troupes rwandaises devaient se retirer du territoire congolais d'ici à la mi-juillet 2026](#). C'est dans ce contexte que l'affirmation que nous vérifions a été relayée.

CITATION

“ Plusieurs sources locales rapportent que les troupes rwandaises ont commencé à se retirer des zones occupées dans l'Est de la RDC. ”

Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Pour vérifier la véracité de cette affirmation, nous avons effectué une recherche par mots-clés sur Google (« Retrait - Armée - Rwandaise - RDC - Marco Rubio »). Cette recherche nous a renvoyés vers plusieurs articles traitant de la déclaration du secrétaire d'État américain du 3 juin 2026, sans toutefois faire état d'un quelconque début de retrait des troupes rwandaises sur le terrain.

S'agissant de la photo montrant une colonne de militaires en uniforme rwandais, nous l'avons soumise à une recherche inversée d'image à l'aide de Google Lens. Les résultats montrent que cette image n'est pas récente. Elle a notamment été publiée par le site [AllAfrica.com](https://www.allafrica.com) le 19 août 2021, accompagnée de la légende : « Les troupes rwandaises embarquent pour le Mozambique ». Cette photographie n'a donc aucun lien avec la situation actuelle dans l'Est de la RDC.

Sur le terrain, aucun élément ne permet non plus de conclure à un retrait des forces rwandaises . Contacté le 9 juin 2026, Mapenzi Bwira, habitant de Goma, ville frontalière du Rwanda, affirme :

« Nous n'avons observé aucun mouvement susceptible de confirmer le retrait de ces troupes. »

Il convient toutefois de rappeler qu'en mars 2026, [les rebelles de l'AFC-M23 s'étaient retirés de certaines localités du territoire de Lubero](#), où les autorités administratives congolaises ont ensuite été réinstallées.

Pourquoi ces publications se multiplient-elles ?

Selon Ildephonse Paluku Bwakyankazi, analyste des questions politiques et sécuritaires et chercheur à l'institut [Ebuteli](#), la multiplication des publications annonçant un retrait des troupes rwandaises est liée à la diffusion et à l'écho suscité par les déclarations de [Marco Rubio](#) sur cette question.

Pour lui, ces réactions traduisent l'espoir d'une partie de l'opinion publique de voir les forces rwandaises quitter le territoire congolais.

« Il faut attendre la concrétisation des déclarations de Marco Rubio plutôt que de se réjouir trop vite, car les discours ne reflètent pas toujours la réalité du terrain. Cependant, la viralité de ce type de publications sur les réseaux sociaux témoigne clairement de cette attente au sein de l'opinion », explique Ildephonse Bwakyankazi.

En Conclusion, contrairement aux affirmations relayées sur les réseaux sociaux, aucun élément de preuve ne permet d'établir que les troupes rwandaises ont commencé à se retirer des zones qu'elles occupent dans l'Est de la RDC. Quant à l'image utilisée pour étayer cette allégation, elle est sortie de son contexte et date de 2021.

Pamoja kwa ajili ya
Amani

ensemble pour la paix



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix



Rien ne prouve l'arrestation à Minembwe, dans l'Est de la RDC, des prétendus soldats français et brésiliens. Cette image est générée par l'IA

Le 16 juin 2026, un internaute a partagé sur le réseau social X une photo montrant un navire militaire transportant des hommes armés, tandis que d'autres sont assis sur le pont. Le message accompagnant l'image affirme que des « prisonniers de guerre brésiliens et français » ont été arrêtés à Minembwe, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Après vérification, aucune source crédible ne corrobore cette allégation et l'analyse de l'image indique qu'elle a été générée par intelligence artificielle.

En deux lignes : L'allégation selon laquelle des prisonniers de guerre français et brésiliens auraient été capturés à Minembwe avant d'être transférés à Kinshasa est fausse.

[L'information](#) que nous vérifions, intervient alors que, [le 8 juin 2026, la coalition AFC/M23-Twirwaneho s'est emparée de trois localités situées dans les territoires de Fizi et de Mwenga. Selon les Forces armées de la République démocratique du Congo \(FARDC\)](#), ces positions ont été reprises à partir du 10 juin 2026, à l'issue de 48 heures de contre-offensive. Des drones ont été utilisés par les deux camps, causant des pertes parmi les populations civiles. Chaque partie rejette la responsabilité de ces victimes sur l'autre. Au-delà de ces mouvements militaires, l'enjeu porte sur le contrôle de positions stratégiques aux portes de Minembwe.

CITATION

“RDC: L'#AFC_M23 : d'accord avec le changement de la #Constitution. Dans un communiqué rendu public, ce mouvement rebelle se félicite de cette initiative qu'il qualifie de purement démocratique. Lisez leur #déclaration”

Pour vérifier cette affirmation, nous avons effectué une recherche sur Google à l'aide des mots-clés : « prisonniers de guerre français et brésiliens arrêtés en RDC ». [Les résultats obtenus n'ont permis d'identifier aucun article de presse récent faisant état d'une telle information.](#) Compte tenu de son importance, une annonce de cette nature aurait très probablement fait la « Une » de l'actualité nationale et internationale.

Par ailleurs, aucune actualité récente ne mentionne l'arrestation de prisonniers de guerre français ou brésiliens en République démocratique du Congo. Nous avons également consulté les plateformes numériques et les canaux officiels d'information [en France et au Brésil](#) afin de vérifier si cette information y avait été relayée. Là encore, aucune publication corroborant cette affirmation n'a été trouvée. En outre, nous avons soumis la photo accompagnant la publication à My Detector AI, un outil spécialisé dans la détection des contenus générés par intelligence artificielle. Les résultats indiquent une probabilité de 97,92 % que cette image ait été créée à l'aide de l'intelligence artificielle.

La France a démenti à plusieurs reprises les informations qui circulent sur la présence de ses soldats dans l'Est de la RDC, comme dans ce tweet du 15 juin de l'Ambassade de France en RDC qui le dénonce en ces mots : " Aucune force militaire française n'est déployée dans ces zones, ni dans l'Est de la RDC. La diffusion répétée de ces images et récits ne les rend pas plus crédibles "

Balobaki Check a déjà vérifié plusieurs cas de désinformation en rapport avec la France

Avant même la prise des villes de Goma et de Bukavu en 2025, dans l'est de la RDC, par les rebelles de l'AFC/M23, plusieurs informations trompeuses attribuant à la France un prétendu soutien à Kigali ont circulé sur les réseaux sociaux depuis 2023. Plusieurs de ces affirmations ont été vérifiées par Balobaki Check.

Parmi ces publications, on peut citer notamment:

- La France soutient les M23 et Kigali,
- L'envoi des avions de chasse par la France pour ravitailler Kigali afin de faire tomber Goma ,
- La France a interrompu l'enquête de l'ONU sur les crimes dans l'Est de la RDC

En conclusion, l'affirmation selon laquelle des prisonniers de guerre français et brésiliens auraient été arrêtés dans l'Est de la République démocratique du Congo est fausse. Quant à la photo qui accompagne cette allégation, les analyses effectuées indiquent qu'elle a été générée par intelligence artificielle.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe